



HALTE À LA GUERRE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN !

Encore une fois le pouvoir israélien a déclenché un déluge de feu sur Gaza, soi-disant pour répondre aux tirs de roquettes de la résistance palestinienne. Mais l'objectif avoué est bien de punir une fois de plus un peuple tout entier qui lutte contre l'occupation de sa terre, l'extension de la colonisation et la répression quotidienne.

Alors qu'en Cisjordanie comme à Gaza, l'espoir renaissait avec l'unité retrouvée du mouvement national palestinien, après sept années de division, et la mise en place début juin d'un gouvernement d'union soutenu par l'autorité palestinienne et le Hamas. Israël ne pouvait accepter une telle évolution de la situation en Palestine.

Pour le gouvernement de Benyamin Netanyahu, le risque était trop grand que ce nouveau gouvernement palestinien devienne un interlocuteur crédible aux yeux de la communauté internationale, y compris des USA et puisse représenter une étape importante sur le chemin de la paix.

Cette possibilité est devenue immédiatement insupportable pour Israël qui ne veut surtout pas la paix, parce qu'il refuse la perspective d'un Etat palestinien viable...

Après l'assassinat de trois jeunes colons israéliens le 12 juin dernier, assassinat con-

damné par les organisations palestiniennes, les représailles meurtrières, les ratissages, les destructions de maisons se sont succédé en Cisjordanie. Plus de 840 arrestations ont eu lieu dont des députés et des enfants, venant s'ajouter aux 5200 prisonniers détenus (illégalement) en Israël.

Les agressions par des colons sur des paysans et des jeunes manifestants palestiniens ont été légitimés par des appels à la haine raciste dans la population israélienne. Jusqu'à l'enlèvement de Mohamad Abou Hdeir, 16 ans, brûlé vif par des colons d'extrême droite.

Tous les ingrédients d'une nouvelle fuite en avant militaire de l'Etat d'Israël barrant une fois de plus la route à toute solution politique sont dès lors réunis. Désormais, la perspective d'une invasion militaire de Gaza est envisagée. 40 000 réservistes ont été rappelés...

Une fois de plus, les bombardements et la répression de l'état israélien sont présentés comme « la réponse légitime » aux « violences palestiniennes ». Une fois de plus, Israël se présente comme la victime alors que sa politique d'occupation et de colonisation, illégale selon le droit international, interdit aux palestiniens de Cisjordanie l'accès

à l'eau et à la terre, les enferme entre murs et barrages et impose depuis neuf années le blocus total de la population de Gaza.

Aujourd'hui encore, alors que plus de 150 palestiniens ont trouvé la mort et près d'un millier d'autres ont été blessés par les raids israéliens, il est impossible de renvoyer dos-à-dos l'état colonisateur et le peuple qui lutte pour ses justes droits.

C'est pourtant ce que François Hollande continue de faire pour mieux justifier un alignement honteux sur la position israélienne. Dans un entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, il lui a exprimé « *la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza. Il lui a rappelé que la France condamne fermement ces agressions et qu'il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces* ». En cautionnant ainsi la politique meurtrière d'Israël, l'Elysée renforce sa totale impunité sur le plan international.

Ce qui n'empêche pas François Hollande d'avoir le lendemain même de cette déclaration un autre entretien téléphonique avec Mahmoud Abbas cette fois pour exprimer au Président de l'Autorité palestinienne « *son inquiétude concernant la situation à Gaza et déplorer que les opérations militaires en cours aient déjà fait de nombreuses victimes palestiniennes* ». L'art et la manière d'une diplomatie hypocrite faite au nom de la France !

Pour notre part, avec toutes les organisations solidaires du peuple palestinien, nous continuerons de dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et nous ferons tout pour obtenir des engagements concrets de la France au sein des instances internationales. La France, l'Europe doivent condamner sans ambiguïté l'agression israélienne contre Gaza, mettre fin aux accords privilégiés qui lient notre Etat à celui d'Israël et mettre tout en œuvre, y compris des sanctions économiques, pour qu'Israël se conforme au droit international.

Arrêt immédiat des bombardements sur Gaza !

Arrêt des agressions et de la répression féroce en Cisjordanie !

Levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza !

Libération de tous les prisonniers politiques palestiniens !

**Sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect
du droit international !**

Association France-Palestine Solidarité du Pays de Morlaix

Ne pas jeter sur la voie publique, donnez le plutôt à votre voisin